



## Commission-Jeunesse du PLQ

### HISTORIQUE

Bien que née officiellement en 1970, la Commission-Jeunesse du PLQ trouve ses racines au sein de mouvements beaucoup plus anciens gravitant autour du PLQ. Parmi ces mouvements se trouvent, notamment, la Fédération des jeunes libéraux du Québec et la Fédération des étudiants libéraux du Québec, lesquels fusionnèrent en 1970 pour devenir, un an plus tard, la Commission-Jeunesse.

Fait à noter : le 23 septembre 1967, au congrès de la Fédération des jeunes libéraux du Québec, René Lévesque présente son projet de souveraineté - association, déjà adopté dans son comté de Montréal - Laurier le 18 sept. (Ateliers = adopté 43 vs 40) (Plénière = battu 71 vs 55). Ce débat latent reprendra, quelque 25 ans plus tard, au sein de la Commission-Jeunesse.

- **1970:** Fusion de la Fédération des jeunes libéraux et de la Fédération des étudiants libéraux sous le nom de la première entité. Celle-ci obtient du même souffle 33,3% des votes au sein du parti : l'aile jeunesse la plus puissante au sein de son parti au Canada et au monde vient d'être créée.
- **1971:** Dans la foulée des profondes réformes entreprises au sein du PLQ par Robert Bourassa, la Fédération des jeunes libéraux devient officiellement la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec (CJ).

La CJ a à sa tête une présidence, élue au suffrage universel des membres jeunes : Jean Masson est élu premier président de l'histoire de la CJ. En vertu du fonctionnement interne de la CJ, la présidence nomme elle-même l'exécutif de la Commission-Jeunesse, lequel n'est donc pas entériné par vote auprès des membres jeunes.

La même année, les jeunes libéraux prennent une place prépondérante dans le cadre des débats tenus à l'intérieur du PLQ. Ils proposent notamment l'idée de la carte d'assurance-maladie, laquelle sera reprise, puis promulguée par le gouvernement. Enfin, pour la première fois, le Parti embauche un coordonnateur dédié à la cause de la CJ.

- **1972 à 1977:** Sous 7 présidents différents (dont certains ne passent que quelques semaines à la tête de la CJ), la Commission-Jeunesse entre en période de dormance au moment où un nouvel adversaire, le Parti Québécois, gagne en popularité, notoirement au sein des jeunes. Exception notable à la durée moyenne des mandats, celui de Jacques Chagnon, futur ministre de l'Éducation et de la sécurité publique sous différents mandats libéraux, frôle les deux ans. En 1976, le PQ prend le pouvoir : démission de Robert Bourassa. Gérard D. Lévesque occupera le poste de chef jusqu'en 1978.
- **1978:** Restructuration du parti, y compris de la Commission-Jeunesse, suite à l'arrivée de Claude Ryan comme chef du PLQ. Les jeunes libéraux se structurent en vue de la campagne pour le NON au référendum sur la souveraineté de 1980 : cette restructuration en vue du combat référendaire fouette les jeunes libéraux.
- **1981:** Suite au référendum de 1980, la Commission-Jeunesse revient à une période de dormance relative. Cette dormance crée néanmoins des remous : en 1981, le mécontentement au sein de la CJ gronde, et l'exécutif en place est fortement contesté.

- **1982:** Pierre Anctil, ancien cadre de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) et fraîchement devenu membre du parti, renverse l'exécutif en place et organise une vaste restructuration de la Commission-Jeunesse. L'exécutif, directement élu par les membres, est désormais composé de 25 représentants régionaux. La Commission-Jeunesse organise un colloque estival de 200 participants à Trois-Rivières, titré **Québec: Jeune en-tête**. Les « colloques-campings », populaires chez les jeunes libéraux pendant les années '60 et '70, renaissent sous une forme différente.
- **1983:** Un tout premier Congrès-Jeunes est organisé (**Parce que le Québec me tient à coeur**). Sept cent jeunes, réunis à St-Jean-Sur-Richelieu, votent une première Régie Interne et discutent emploi, chômage et technologie. Le Congrès-Jeunes, digne héritier des « colloques estivaux » et des « colloques-campings », s'impose et devient l'événement politique jeune le plus important au Québec et au Canada.

La même année, suite à la démission de Claude Ryan comme chef du PLQ, une course à la chefferie s'organise. Trois candidats s'opposent : Daniel Johnson fils, fils de l'ancien Premier ministre du Québec Daniel Johnson (élu sous la bannière de l'Union nationale), Pierre Paradis et l'ancien chef du PLQ et Premier ministre du Québec, Robert Bourassa. L'exécutif de la CJ, quoiqu'officiellement neutre, se range massivement derrière le candidat Johnson. C'est néanmoins Robert Bourassa qui l'emporte : face à cette situation délicate, le président de la CJ, Pierre Anctil, propose de démissionner, ce que M. Bourassa refuse, désireux de rallier les troupes et de travailler avec l'exécutif en place.

- **1984:** Le Congrès-Jeunes, qui réunit plus de 1000 jeunes, se fait à Lennoxville sous les thèmes de l'emploi, de l'environnement et de l'éducation. Parallèlement à ces événements, la Commission-Jeunesse devient peu à peu un acteur incontournable de la scène politique québécoise. Elle gagnera, au cours des années suivantes, un poids énorme au sein du Parti libéral.
- **1985:** Pietro Perrino devient président de la CJ lors du Congrès des membres, en mars. La Commission-Jeunesse, qui compte 23 000 membres, possède des comités libéraux étudiants dans la plupart des Cégeps et universités et réunit 2000 jeunes à l'Université Laval pour parler d'environnement, d'un Conseil permanent de la jeunesse et de démocratie. Lors du lancement de la campagne électorale, plus de 5000 jeunes se réunissent au centre Paul-Sauvé, à Montréal, pour donner le coup d'envoi à la campagne des jeunes.
- **1986:** Congrès-Jeunes de 1200 personnes à Rigaud sur le vieillissement de la population et la natalité. La première **Assemblée des Conseillers-Jeunes** (ACJ, événement périodique encore tenu par la Commission Jeunesse de nos jours), est mise en place pour assurer le lien entre les comités et l'exécutif. Le rôle des ACJ gagnera rapidement en importance considérant stratégique considérant le temps séparant chaque Congrès-Jeunes (1 an).
- **1987:** Élection de Joël Gauthier à la présidence suite au départ de Pietro Perrino. Le Congrès-Jeunes réunit 1000 militants à La Pocatière et porte sur les clauses orphelins et la participation communautaire. Les ACJ bianuelles sont inscrites dans la Régie Interne.
- **1988:** Marie Gendron est élue présidente. Le Congrès réunit 1200 jeunes à Sherbrooke pour parler d'éducation.
- **1989:** À Sherbrooke toujours, le Congrès-Jeunes est tenu sur la base des demandes électorales des jeunes libéraux en présence de 1200 membres. 2000 jeunes sont présents lors du lancement de la campagne électorale. Michel Bissonnette devient président. La Commission-Jeunesse se réforme pour redonner plus de place aux représentants régionaux et pour se dissocier du gouvernement. Après quatre affrontements avec les jeunes libéraux tenus les années précédentes, Claude Ryan finit par faire passer son idée de dégel des frais de scolarité au sein des instances du Parti.
- **1990:** Peu après l'échec de l'Accord du lac Meech, une ACJ est tenue afin de consulter rapidement les militants jeunes en préparation du Congrès. Le Congrès, à La Pocatière, porte sur l'avenir constitutionnel du Québec et l'emploi chez les jeunes.

À l'occasion du Congrès-Jeunes et pour les quelques mois à venir, la Commission-Jeunesse se positionne fermement en faveur de l'autonomie politique du Québec avec association économique en partenariat avec le Canada, sous la houlette d'un gouvernement supranational élu. Parallèlement à la montée en flèche du mouvement souverainiste, le président de la CJ, Michel Bissonnette, déclare au nez du Premier ministre Robert Bourassa, tout juste après le Congrès-

Jeunes de 1990 : « La Commission-Jeunesse est le premier groupe souverainiste à l'intérieur du PLQ ».

- **1991:** Le rapport Allaire, reprenant l'essence des idées proposées par les jeunes libéraux au Congrès-Jeunes de 1990, est adopté avec une vaste majorité au Congrès des membres du PLQ de 1991. Au même congrès, Mario Dumont succède à Michel Bissonnette et devient président de la Commission-Jeunesse. Celle-ci dépose un mémoire à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec (Commission Bélanger-Campeau). Une nouvelle ACJ lancera l'autre thème abordé lors du Congrès-Jeunes de 1991, tenu à St-Augustin sur la pauvreté et l'avenir constitutionnel du Québec (900 militants). Les jeunes libéraux durcissent leur position nationaliste.
- **1992:** La Commission-Jeunesse maintient sa position en faveur de l'autonomie politique du Québec devant les difficultés de la négociation avec le reste du Canada. Les propositions de la future entente de Charlottetown, conclue entre les Premiers ministres des provinces canadiennes et le gouvernement fédéral, sont implicitement rejetées par le durcissement de ton des jeunes libéraux lors du Congrès de St-Jean-sur-Richelieu. Au plus fort de sa mobilisation, la Commission-Jeunesse n'accueille que 600 jeunes à son édition annuelle du Congrès-Jeunes : la visibilité et le poids de la Commission-Jeunesse sur la scène publique et au sein du Parti convainquent certains officiers de tenter de ralentir le rythme de la CJ. En vain : la CJ jouit d'une profonde crédibilité sur la scène publique et arrive même à faire contrepoids au gouvernement en matière constitutionnelle. Le choc CJ-gouvernement est imminent.

Sur la base de l'entente de Charlottetown, le gouvernement fédéral tient un référendum pancanadien. Le gouvernement libéral appuie pour sa part l'entente de Charlottetown : Bourassa, l'un des principaux négociateurs de l'entente, est le chef du comité du OUI au Québec. Malgré plusieurs tractations, Mario Dumont, fort des multiples mandats donnés par les membres de la CJ lors des derniers Congrès-Jeunes, devient l'une des têtes d'affiche du camp du NON, notamment avec le chef du PQ, Jacques Parizeau. Le camp du NON emporte le référendum : l'accord de Charlottetown, loin des recommandations du rapport Allaire et du rapport de la Commission Bélanger-Campeau, ne satisfait pas les Québécois.

Peu de temps après l'échec du référendum, le choc arrive : Mario Dumont et 20 autres jeunes de l'exécutif quittent le parti avec fracas. Mario Dumont participera par la suite à la fondation de l'ADQ.

- **1993:** Une ACJ spéciale est tenue pour élire un président intérimaire. Claude-Éric Gagné remplace Mario Dumont. Deux autres ACJ ont lieu : la première traite de la politique-jeunesse (adoptée par la suite en Congrès à La Pocatière par 900 jeunes), la seconde d'enseignement primaire et secondaire. La Commission-Jeunesse se ressaisit peu à peu du choc de l'année précédente.
- **1994:** Claude-Éric Gagné devient président permanent. À St-Augustin-de-Desmaures, le Congrès réunit 1200 jeunes : malgré les épreuves éprouvantes des années précédentes, elle n'a rien perdu de son pouvoir. La même année, elle crée un comité constitutionnel chargé d'élaborer une nouvelle position sur le sujet. Suite à la démission de Robert Bourassa, la CJ appuie Daniel Johnson fils comme nouveau chef du PLQ : celui-ci devient Premier ministre, mais le PLQ sera défait neuf mois plus tard par le Parti Québécois.
- **1995:** La Commission-Jeunesse décide de prôner la création d'un conseil interprovincial permanent (ancêtre du Conseil de la Fédération actuel) et demande au Parti de préciser sa position constitutionnelle avant le référendum sur la souveraineté de 1995. Une ACJ est tenue sur le rôle de l'État et la fiscalité. Le Congrès, quant à lui, réunit 900 jeunes à Lennoxville, traitant de l'exclusion des jeunes.

Parallèlement, un référendum sur la souveraineté du Québec est organisé par le gouvernement péquiste de Jacques Parizeau. La Commission-Jeunesse participe activement à la campagne référendaire dans les milieux scolaires, notamment comme maître d'œuvre du Comité des étudiants pour le NON (CÉNON). Le NON l'emporte au référendum, avec 50,58% des voix. En toute fin d'année, Claude-Éric Gagné donne sa démission après un mandat de plus de 3 ans.

- **1996:** Jonathan Sauvé est élu président lors d'une ACJ. De nouvelles structures font leur apparition : une commission politique, un groupe d'information et le GRAP (groupe de réaction aux actions politiques). Les postes de coordonnateurs sont également créés. Les comités libéraux étudiants sont mis en priorité. 600 jeunes se rendent à St-Jérôme pendant l'été pour le Congrès-Jeunes sous le thème ambitieux de « La révolution d'une génération ».

- **1997:** La Commission-Jeunesse fait adopter lors du Congrès des membres du parti ses résolutions sur l'éducation. Par ailleurs, elle consulte pour la première fois les militants sur la thématique à sélectionner pour le Congrès annuel, tenu cette fois à La Pocatière sur la famille et les technologies de l'information avec 600 jeunes. Après une tournée et des travaux sur la question, des résolutions sur une démocratisation des institutions québécoises est adoptée en ACJ. La Commission-Jeunesse prend également position, après d'âpres débats, en faveur de la suppression possible de la formule Rand pour le milieu syndical.
- **1998:** La Commission-Jeunesse, suite au départ de Daniel Johnson comme chef du Parti Libéral du Québec, appuie publiquement Jean Charest, élu par acclamation. Une ACJ permet aux jeunes libéraux de s'orienter sur l'emploi, l'éducation et l'économie. Prés de 1000 jeunes entérinent ce choix de thématiques à Sherbrooke lors du Congrès-Jeunes. David Rheault succède à Jonathan Sauvé à la présidence.
- **1999:** Les jeunes libéraux sont très actifs dans les dossiers concernant la jeunesse et les aînés. Ils discutent également, lors de leur Congrès annuel qui réunit 550 jeunes à St-Jean-sur-Richelieu, de la redéfinition du modèle québécois. La Commission-Jeunesse dépose par ailleurs une résolution sur le système de santé québécois qui lance une vaste discussion au sein du Parti Libéral du Québec à ce sujet.
- **2000:** Poursuivant son implication dans les dossiers jeunesse à l'occasion du Sommet du Québec et de la Jeunesse, la Commission-Jeunesse s'illustre dans ces débats. Isabelle Merizzi remplace David Rheault à la présidence. À La Pocatière, 550 jeunes discutent de développement régional et d'environnement. L'ensemble de leurs propositions sont d'ailleurs adoptées lors du Congrès des Membres d'octobre.
- **2001:** Quatre cent jeunes discutent à l'été 2001 de mondialisation. La présidente, Isabelle Merizzi, annonce son départ.
- **2002:** Steeve LeBlanc devient le nouveau président de la CJ. La première ACJ de son équipe permet de retenir le travail et l'éducation comme thèmes pour le Congrès-Jeunes, qui réunit 800 participants. Une seconde ACJ traite en novembre de réforme des institutions démocratiques.
- **2003:** Stéphanie Trudeau remplace Steeve LeBlanc après la campagne électorale de 2003. Les services gouvernementaux fournis à la jeunesse sont l'objet principal des discussions de l'été, qui rassemblent 1000 jeunes au Congrès-Jeunes de Lennoxville. Une ACJ lance ensuite le thème du financement des universités.
- **2004:** Après le départ de Stéphanie Trudeau, Simon Bégin est élu à la présidence. Une première ACJ et le Congrès-Jeunes annuel (à Trois-Rivières) traitent des défis démographiques. La Commission-Jeunesse effectue à l'automne une sortie contre le gouvernement pour réviser le système d'aide financière aux études (rétablissement des bourses, partenariat avec le privé pour en offrir plus et révision du financement). Lors du Congrès des Membres, elle réussit à obtenir des garanties du ministre Reid d'un réinvestissement en éducation.
- **2005:** Six cents jeunes se réunissent pendant l'été à Sherbrooke pour établir les 10 priorités des jeunes libéraux. Ceux-ci font également passer une résolution visant à établir une redevance sur l'eau exploitée à des fins commerciales au Québec. Ils désirent également augmenter les frais de scolarité.
- **2006:** Stéphanie Doyon remplace Simon Bégin comme présidente. Le Congrès-Jeunes, sous le thème « Imaginer, développer, réaliser » réunit 400 jeunes à Saint-Augustin.
- **2007:** La Commission-Jeunesse se prépare aux élections générales imminentes et présente ses demandes électorales, parmi lesquelles se trouve le dégel des frais de scolarité universitaires. Le Parti libéral remporte les élections de mars 2007, mais forme un gouvernement minoritaire. L'opposition officielle est formée par l'ADQ avec, à sa tête, l'ancien président de la Commission-Jeunesse, Mario Dumont.

L'édition du Congrès-Jeunes réunit 400 participants à la Pocatière, sur les thèmes de la famille et de l'environnement. Au terme du Congrès, la présidente, Stéphanie Doyon, quitte ses fonctions. Après une rude campagne, un nouveau président, François Beaudry, est élu.

Peu après son élection, le nouveau président met l'accent sur le contenu politique. La Commission-Jeunesse tient une première ACJ en novembre, où elle propose notamment la

privatisation de la SAQ.

La Commission-Jeunesse réussie à faire adopter la totalité des résolutions qu'elle présente au Congrès des Membres du PLQ, qui se tient en mars à Québec.

- **2008** : Le Congrès-Jeunes accueille près de 600 jeunes à Sherbrooke. Les jeunes libéraux se prononcent en faveur de l'instauration d'un dégel massif des frais de scolarité avec programme de remboursement post-études proportionnel au revenu pour résoudre le problème de financement des universités. La CJ propose également l'instauration du vote secret dans le processus d'accréditation syndicale, la démocratisation des associations étudiantes, et l'instauration d'une année d'immersion anglaise en 6e année du primaire.

L'exécutif de la CJ est contesté, et la grogne gronde. Le président, François Beaudry, quitte ses fonctions au Conseil général du Parti tenu en septembre. Julien Gagnon, alors coordonnateur aux affaires politiques, lui succède. Peu de temps après, une nouvelle campagne électorale mobilise la CJ, qui s'affirme aux quatre coins de la province. Le Parti libéral forme un gouvernement majoritaire.

- **2009** : Une vaste restructuration de la Commission-Jeunesse est mise en place. Les camps de formation régionaux reprennent, au rythme de 12 par an, et des commissions politiques régionales sont formées dans toutes les régions. Un plan de restructuration est adopté, et une nouvelle Régie Interne est votée au Congrès-Jeunes. La CJ retrouve une place dominante au sein du Parti libéral.

Après une lutte médiatique importante, la Commission-Jeunesse remporte sa bataille pour le maintien des versements au Fonds des générations contre le gouvernement. L'équité intergénérationnelle devient le cheval de bataille #1 des jeunes libéraux. Le Congrès-Jeunes, en août, réunit plus de 600 jeunes libéraux à Sainte-Thérèse pour parler d'équité entre les générations aux plans des finances publiques et de l'environnement. La CJ prend une place prédominante sur la scène publique en matière de finance publique. Elle publie également un premier manifeste sur l'environnement.